



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, MARDI 23 DÉCEMBRE 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, TUESDAY, DECEMBER 23rd, 1952

1-2 ÉLIZABETH II, BILL 2

Loi autorisant de nouveaux crédits pour
fins de prêts agricoles

[Sanctionnée le 27 novembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine et sur la recommandation du ministre de l'agriculture, autoriser le ministre des finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de dix millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la Loi du crédit agricole du Québec.

1-2 ELIZABETH II, BILL 2

An Act to authorize new credits for farm
loan purposes

[Assented to, the 27th of November, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he may determine, and upon the recommendation of the Minister of Agriculture, authorize the Minister of Finance of the Province to pay, out of the consolidated revenue fund, to the Quebec Farm Credit Bureau, besides the sums which the latter is already authorized to loan to farmers, an amount of ten million dollars, to be used for the purposes contemplated in the Quebec Farm

bec (1 Édouard VIII (2e session), chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 3

Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec

[Sanctionnée le 27 novembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 8 de la Loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 40, et par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 25, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant:

"*d*) Consentir aux agriculteurs déjà établis des prêts garantis par première hypothèque sur des fermes, jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent de la valeur de chaque ferme, telle qu'établie par l'Office, sauf le cas prévu à l'article 20; ces prêts ne devant en aucun cas excéder sept mille dollars pour chaque emprunteur;"

2. L'article 20 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**20.** En outre des prêts à base d'amortissement prévus par l'article 16, l'Office peut accorder à l'emprunteur, lorsqu'il le juge opportun, un prêt supplémentaire à échéance plus courte, garanti par une hypothèque de second rang en sa faveur; il doit alors fixer toutes les conditions du prêt dans l'acte d'obligation; mais le total de ces deux prêts ne doit en aucun cas excéder la somme de sept mille dollars, ni soixante-quinze pour cent de la valeur,

Credit Act (1 Edward VIII (2nd Session), chapter 3), in the manner and on the conditions specified in the said act before its amendment by the act of 1940, 4 George VI, chapter 6.

Consequently the loans to be made to farmers from such additional credit shall bear interest at the rate of two and a half per cent per annum, payable semi-annually, and shall be repayable, at the borrower's option, either in thirty years, by amortization at one and a half per cent per annum during such period and payment of the balance at its expiration, or in thirty-nine and a half years, by amortization at the same rate, the borrower or his successors retaining nevertheless the right to repay any loan by anticipation in whole or in part.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 3

An Act to amend the Quebec Farm Credit Act

[Assented to, the 27th of November, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 8 of the Quebec Farm Credit Act (Revised Statutes 1941, chapter 113), amended by section 1 of the act 6 George VI, chapter 40, and by section 1 of the act 8 George VI, chapter 25, is again amended by replacing paragraph *d* by the following:

"*d.* Grant to any established farmer loans (*prêts*), secured by a first hypothec on farms, up to seventy-five per cent of the value of the farm or farms, as established by the Bureau, without prejudice to the case provided for by section 20; such loans (*prêts*) in no case to exceed seven thousand dollars for each borrower;"

2. Section 20 of the said act is replaced by the following:

"**20.** Besides the loans (*prêts*) repayable by amortization as contemplated by section 16, the Bureau may grant to the borrower, when it deems it expedient, an additional loan (*prêt*) on a shorter term, secured by a hypothec of second rank in its favour. The Bureau must then fix all the conditions of the loan (*prêt*) in the deed of obligation, but the total of both loans (*prêts*) must in no case exceed the sum of seven thousand dollars nor seventy-

établie par l'Office, de la ou des fermes hypothéquées en garantie."

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

five per cent of the value, established by the Bureau, of the farm or farms hypothecated as security."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 4

Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 9, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

"*b*) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à un ou deux logis construite entièrement entre le 15 janvier 1948 et le 1er juin 1955;"

2. L'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11 et par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**9.** Le gouvernement est autorisé à affecter, aux fins de la présente loi une somme totale de quarante millions de dollars."

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 4

An Act to amend the Act to improve housing conditions

[Assented to, the 10th of december, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 12 George VI, chapter 6, amended by section 1 of the act 13 George VI, chapter 9 and by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 11, is again amended by replacing paragraph *b* by the following:

"*b.* "new dwelling" means a dwelling-house of one or two dwellings, entirely built between the 15th of January 1948 and the first of June 1955;"

2. Section 9 of the said act, replaced by section 5 of the act 13 George VI, chapter 9, by section 1 of the act 14 George VI, chapter 8, by section 2 of the act 14-15 George VI, chapter 11 and by section 2 of the act 15-16 George VI, chapter 10, is again replaced by the following:

"**9.** The Government is authorized to appropriate, for the purposes of this act, a total sum of forty million dollars."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 5

Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

[[1. L'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20) et ses amendements est prolongée jusqu'au 30 avril 1954.]]

2. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, les mots "ou par la commission" par les mots "par la commission, par un arrêté du Conseil exécutif de la province ou par quelque disposition de la loi";

b) en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le locataire évincé a, et a toujours eu depuis le trente avril 1951, un recours devant les tribunaux de juridiction compétente, pour recouvrer les dommages lui résultant d'une reprise de possession obtenue de mauvaise foi, pour une autre fin que celles visées par le présent article."

3. L'article 24 de ladite loi est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Le locataire qui a reçu cet avis doit, dans les trente jours de sa réception, s'il s'agit d'un avis de quatre-vingt-dix jours ou plus, et dans les quinze jours de sa réception, s'il s'agit d'un avis de trente jours ou plus mais de moins de quatre-vingt-dix jours, informer le propriétaire de son intention de se conformer ou non à cet avis, à défaut de quoi il est réputé avoir convenu d'évacuer la maison à la date spécifiée dans l'avis et est tenu de le faire. Si le locataire informe le propriétaire de son intention de ne pas évacuer la maison à la date spécifiée dans l'avis, l'administrateur peut, à la demande de l'une ou de l'autre des parties et sans attendre l'expiration du délai donné par le propriétaire au locataire pour évacuer les lieux, entendre les parties afin de décider si le propriétaire est dans les conditions requises par l'article 23 pour exiger la reprise de possession de la maison louée et il adjuge alors, sur les prétentions des parties, de la même manière et avec le même effet que s'il les avait entendues, en vertu du quatrième alinéa du présent article, après l'expiration de la date spécifiée dans l'avis du propriétaire.

1-2 ELIZABETH II, BILL 5

An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners

[Assented to, the 18th of December 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

[[1. The application of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (14-15 George VI, chapter 20) and its amendments is prolonged until the 30th of April, 1954.]]

2. Section 23 of the said act, amended by section 8 of the act 15-16 George VI, chapter 17, is again amended

a. by replacing, in the sixth and seventh lines of the first paragraph, the words "or by the Commission" by the words "by the Commission, by an order of the Executive Council of the Province or by any provision of law";

b. by adding thereto, at the end, the following paragraph:

"The evicted lessee has, and has always had since the thirtieth of April 1951, a recourse before the courts of competent jurisdiction, to recover the damages caused to him by a recovery of possession obtained in bad faith, for a purpose other than those contemplated in this section."

3. Section 24 of the said act is amended by adding thereto the following paragraphs:

"The lessee who has received such notice shall, within thirty days of receiving it, in the case of a notice of ninety days or over, and within fifteen days of receiving it, in the case of a notice of thirty days or more but of less than ninety days, inform the owner of his intention to comply or not to comply with such notice, in default of which he shall be deemed to have agreed to vacate the house on the date mentioned in the notice and must do so. If the lessee informs the owner of his intention not to vacate the house on the date specified in the notice, the administrator may, on the application of either party and without awaiting the expiration of the delay given by the owner to the lessee to vacate the premises, hear the parties to determine if the owner meets the conditions required by section 23 for repossessing the rented house and he shall then adjudicate on the claims of the parties, in the same manner and with the same effect as if he had heard them, under the fourth paragraph of this section, after the expiration of the date mentioned in the owner's notice.

"Lorsqu'un propriétaire requiert en vue d'un événement futur la reprise de possession d'une maison louée, l'administrateur peut prolonger le bail ou, selon le cas, en maintenir la prolongation au delà de la date d'évacuation spécifiée dans l'avis du propriétaire et jusqu'à la survenance de cet événement. Si celui-ci ne se produit pas, l'administrateur peut de nouveau prolonger le bail ou en maintenir la prolongation comme si le propriétaire n'en avait pas requis la possession; il en est ainsi lorsque la personne pour l'usage de qui le propriétaire réclamait la reprise de possession décède avant la date où le locataire était tenu d'évacuer les lieux."

4. L'article 24*d* de ladite loi, édicté par l'article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est modifié en remplaçant le second alinéa par les suivants:

"Si l'administrateur est convaincu, après avoir entendu les intéressés, d'après la preuve et les circonstances, que le propriétaire était de mauvaise foi en reprenant possession de la maison et que le motif invoqué pour cette reprise de possession était un prétexte pour atteindre une autre fin, l'administrateur ne doit accorder cette autorisation qu'en y imposant la condition que le locataire évincé de la maison en vertu des articles 23 et 24 y soit réintégré, pour le terme et moyennant le loyer que fixe l'administrateur, si, après avoir été prévenu par ce dernier de la demande du propriétaire, le locataire évincé en exprime le désir.

Si le locataire évincé ne se prévaut pas de son droit de reprendre possession de la maison, l'autorisation peut être accordée de la louer à une autre personne mais, dans ce cas, l'administrateur peut subordonner cette autorisation à toutes conditions qu'il estime justes, y compris la fixation du loyer et le terme du bail."

5. L'article 24*e* de ladite loi, édicté par l'article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est modifié en y ajoutant, dans la quatrième ligne, à la suite du nombre "24*d*", les mots "ou en violation de quelqu'une des conditions d'une autorisation obtenue en vertu dudit article".

6. L'article 24*f* de ladite loi, édicté par l'article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est modifié en y ajoutant, après le nombre "24*d*", dans la cinquième ligne, les mots "ou violé quelqu'une des conditions d'une autorisation obtenue en vertu dudit article".

7. L'article 25 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié.

a) en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant:

"When an owner demands, in view of a future event, repossession of a rented house, the administrator may prolong the lease or extend its prolongation beyond the date specified for vacating in the owner's notice, as the case may be, and until the occurrence of such event. Should the event not occur, the administrator may again prolong the lease or extend its prolongation as if the owner had not demanded repossession thereof; the case shall be the same when the person for whose use the owner demanded repossession dies before the date on which the lessee was bound to vacate the premises."

4. Section 24*d* of the said act, enacted by section 9 of the act 15-16 George VI chapter 17, is amended by replacing the second paragraph by the following paragraphs:

"If the administrator is convinced, after having heard the interested parties, by the evidence and the circumstances that the owner was in bad faith in recovering possession of the house and that the reason given for such recovering of possession was a pretext to achieve another purpose, the administrator must only grant such authorization subject to the condition that the lessee evicted from the house under sections 23 and 24 may resume possession thereof, for the term and rent fixed by the administrator if, after having been informed by the latter of the owner's application, the evicted lessee expresses the wish to do so.

If the evicted lessee does not avail himself of his right to recover possession of the house, authorization may be given to rent it to another person but, in such case, the administrator may make such authorization subject to any conditions which he may deem fair, including the fixing of the rent and the term of the lease."

5. Section 24*e* of the said act, enacted by section 9 of the act 15-16 George VI chapter 17, is amended by adding thereto, in the third line, following the figure "24*d*", the words "or in violation of any condition of an authorization obtained under the said section".

6. Section 24*f* of the said act, enacted by section 9 of the act 15-16 George VI chapter 17, is amended by adding thereto, after the figure "24*d*" in the fourth line, the words "or of violating any condition of an authorization obtained under the said section".

7. Section 25 of the said act, amended by section 10 of the act 15-16 George VI, chapter 17, is again amended.

a. by replacing paragraph *d* by the following:

"d) que le locataire continue d'occuper les lieux plus de trois jours après la date où il devait les quitter, suivant convention avec le locateur écrite et intervenue postérieurement à son bail;"

b) en y ajoutant après le mot "hospitalières.", dans la septième ligne du paragraphe g, les mots "Dans le cas d'un bail prolongé, l'administrateur peut décréter que la révocation de la prolongation du bail ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai qu'il fixe, mais qui ne doit pas être de plus de trente jours, sauf du consentement des parties."

8. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 25, le suivant:

"25a. La décision rendue par l'administrateur ou, en cas d'appel, par la commission, permettant l'éviction du locataire et révoquant la prolongation de son bail en vertu de l'article 25, peut être homologuée par jugement de la Cour de magistrat ou d'un magistrat de district siégeant dans le district judiciaire ou est située la maison concernée. Ce jugement est exécutoire quinze jours après sa date, à moins que l'administrateur n'ait accordé, dans le cas du paragraphe g dudit article 25, un délai s'étendant au delà de ces quinze jours, auquel cas le jugement est exécutoire à l'expiration de ce délai.

Ce jugement est rendu sur production d'une copie de la décision de l'administrateur et, le cas échéant, d'une copie de la décision de la commission.

La décision de l'administrateur doit être certifiée par lui ou par son secrétaire ou par l'assistant-administrateur qui l'a rendue et celle de la commission, par un commissaire ou par le secrétaire de la commission."

9. L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 12 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié en remplaçant le second alinéa par les suivants:

"L'administrateur ne peut permettre qu'une telle conversion soit faite ou entreprise, pendant que la maison est occupée par un locataire en vertu d'un bail ou d'une prolongation de bail en vigueur, mais il peut, avant l'expiration du terme de ce bail ou de cette prolongation, entendre la demande de conversion et l'accorder pour prendre effet à l'expiration de ce terme; dans le cas où il décide d'accorder la demande de conversion, toute demande de prolongation de bail tenante devant lui est réputée rejetée, notwithstanding les dispositions du quatrième alinéa de l'article 20.

Cette demande de conversion en établissement industriel ne peut être faite

"d. that the lessee continues in occupation of the premises more than three days after the date when he should have vacated the same pursuant to an agreement in writing made subsequently to his lease;"

b. by adding thereto, after the word "purposes" in the seventh line of paragraph g, the words "In the case of a prolonged lease, the administrator may order that the revocation of the prolongation of the lease shall take effect only at the expiration of a delay which he shall fix, but which must not exceed thirty days, except with the consent of the parties."

8. The said act is amended by adding thereto, after section 25, the following:

"25a. The decision rendered by the administrator or, in case of appeal, by the Commission, permitting the eviction of the lessee and revoking the prolongation of his lease under section 25, may be homologated by judgment of the Magistrate's Court or of a district magistrate sitting in the judicial district where the house concerned is situated. Such judgment shall be executory fifteen days after its date, unless the administrator has granted, in case of paragraph g of the said section 25, a delay extending beyond such fifteen days, in which case the judgment shall be executory at the expiration of such delay.

Such judgement is rendered on production of a copy of the decision of the administrator and, should there be occasion, of a copy of the Commission's decision.

The administrator's decision must be certified by him or by his secretary or by the assistant-administrator who rendered it, and that of the Commission, by a commissioner or by the secretary of the Commission."

9. Section 27 of the said act, amended by section 12 of the act 15-16 George VI, chapter 17, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

"The administrator shall not permit such conversion to be made or undertaken, while the house is occupied by a lessee under a lease or a prolongation of a lease in force, but he may, before the expiration of the term of such lease or of such prolongation, hear the application for conversion and grant it to take effect at the expiration of such term; if he decides to grant the application for conversion every application for prolongation of a lease pending before him shall be deemed rejected, notwithstanding the provisions of the fourth paragraph of section 20.

Such request to convert into an industrial establishment may be made by the

que par le propriétaire. Ladite conversion doit être demandée et faite de bonne foi sous peine de tous dommages recouvrables devant le tribunal compétent."

10. L'article 28a de ladite loi, édicté par l'article 14 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Le locataire peut aussi retenir et compenser avec le loyer dû ou à échoir le montant qu'il a droit de recouvrer du locateur en vertu du présent article."

11. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 28a, les suivants:

"**28b.** Lorsqu'un locataire est contraint, pour obtenir la location ou la possession d'une maison, de consentir l'achat de mobilier d'un locataire précédent, il peut, en alléguant sous serment qu'il a lieu de croire que le prix de vente en est abusif, demander à l'administrateur d'évaluer ce mobilier; pour les fins de la présente loi, l'évaluation de l'administrateur fait foi de la valeur de ce mobilier.

Cette demande doit, à peine de nullité, être faite dans les soixante jours de la passation du bail.

L'acquéreur du mobilier a droit d'action contre le vendeur pour recouvrer l'excédent de valeur du mobilier tel qu'établi par l'évaluation de l'administrateur. Cette action se prescrit par un an.

"**28c.** Toute vente de mobilier à un locataire par une personne autre que le propriétaire ou un locataire précédent, comme condition ou en considération de la location d'une maison, ou comme moyen d'obtenir telle location, est illégale et le locataire peut en obtenir l'annulation sur action ordinaire intentée devant le tribunal compétent. Ni l'illégalité de la vente, ni son annulation n'entraînent la nullité ou l'annulation du bail, nonobstant l'article 1080 du Code civil.

Cette action se prescrit par quarantevingt-dix jours à compter de la prise de possession, par le locataire, de la maison louée."

12. L'article 29b de ladite loi, édicté par l'article 15 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est modifié

a) en remplaçant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, les mots "sa décision" par les mots "cette demande";

b) en y ajoutant, après le deuxième alinéa, les suivants:

"Le nouveau locataire peut aussi, en tout temps avant l'expiration de son bail, s'adresser à l'administrateur pour faire établir le loyer qu'il est tenu de payer au

owner only. The said conversion must be requested in good faith under penalty of damages recoverable before the competent court."

10. Section 28a of the said act, enacted by section 14 of the act 15-16 George VI, chapter 17, is amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

The lessee may also retain, and set off in compensation against the rent due or to become due, the amount which he is entitled to recover from the lessor under this section."

11. The said act is amended by adding thereto, after section 28a, the following sections:

"**28b.** When a lessee, in order to obtain a lease or possession of a house, is forced to agree to the purchase of furnishings from a preceding lessee, he may, on alleging on oath that he has reason to believe that the sale price thereof is abusive, apply to the administrator to value such furnishings; for the purposes of this act, the administrator's valuation shall be proof of the value of such furnishings.

Such application, on pain of nullity, must be made within sixty days after the lease is made.

The purchaser of the furnishings has a right of action against the seller to recover the excess over the value of the furnishings as established by the administrator's valuation. Such action is prescribed by one year.

"**28c.** Any sale of furnishings to a lessee by a person other than the owner or a preceding lessee, as a condition or consideration for the lease of a house, or as a means of obtaining such lease, is illegal and the lessee may have it annulled upon an ordinary action before the competent Court. Neither the illegality of the sale nor the annulment thereof shall entail the nullity or annulment of the lease, notwithstanding article 1080 of the Civil Code.

Such action is prescribed by ninety days from the taking possession by the lessee of the rented house."

12. Section 29b of the said, enacted by section 15 of the act 15-16 George VI, chapter 17, is amended

a. by replacing, in the last line of the second paragraph, the words "his decision" by the words "such application";

b. by adding thereto, after the second paragraph the following:

"The new lessee may also, at any time before the expiration of his lease, apply to the administrator to have established the rent which he must pay to the lessor, by

locateur, en produisant au bureau de l'administrateur une déclaration sous serment, à l'effet qu'il n'a pu se rendre compte lui-même avec certitude du loyer que payait le locataire précédent et qu'il a lieu de soupçonner que le loyer exigé de lui excède celui du locataire précédent. Si l'administrateur ne peut vérifier avec certitude le loyer que payait le locataire précédent, il fixe celui du nouveau locataire comme s'il s'agissait d'une demande ordinaire de fixation de loyer.

"S'il est établi que le loyer exigé du nouveau locataire est plus élevé que celui qui était exigible du locataire précédent, il est réduit au même niveau à compter du commencement du bail et le locataire peut retenir la différence indûment payée et la compenser, jusqu'à concurrence, avec le loyer dû ou à échoir, sans préjudice à tout autre recours légal. Si l'administrateur, par suite de son incapacité de vérifier le loyer précédent, fixe un loyer payable par le nouveau locataire, ce loyer court à compter de la demande de vérification de ce dernier."

c) en remplaçant, dans la première ligne du dernier alinéa, les mots "Les deux alinéas précédents" par les mots "Les dispositions du présent article".

13. L'article 32 de ladite loi est modifié en retranchant tous les mots après les mots "présente loi" dans la troisième ligne.

14. L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 17 de la loi 15-16 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Elles ne s'appliquent pas non plus aux cas de maisons louées par un employeur à ses employés, sauf en ce qui concerne la fixation des loyers."

15. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 34, le suivant:

"**34a.** Lorsqu'un bail se rapporte à la fois à une maison et à un local loué pour des fins commerciales ou industrielles, avec entrées distinctes pour l'un et l'autre et un loyer global pour les deux, le bail peut être prolongé et un foyer fixé quant à la maison, suivant les dispositions de la présente loi."

16. L'article 38 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, le millésime "1953" par le millésime "1954".

17. Sous réserve des droits, pouvoirs, restrictions et recours prévus aux articles 23, 25, 26a et 29b de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, et de ses amendements, tout bail prolongé par un administrateur, ou par la commission, ou par l'effet de l'arrêté numéro 157, du six mars 1952, du Conseil exécutif de la province, ou passé, renouvelé

filing in the administrator's office a sworn declaration under oath, to the effect that he could not himself ascertain with certainty the rent paid by the preceding lessee and has reason to suspect that the rent exacted from him exceeds that of the preceding lessee. If the administrator cannot verify with certainty the rent paid by the preceding lessee, he shall fix the rent of the new lessee as in the case of an ordinary application to fix rent.

"If it is shown that the rent exacted from the new lessee is higher than that which was exigible from the preceding lessee, it shall be reduced to the same level as from the beginning of the lease and the lessee may retain the difference unduly paid and set it off in compensation, *pro tanto*, against the rent due or to fall due, without prejudice of any other legal recourse. If the administrator, being unable to verify the preceding rent, fixes a rent payable by the new lessee, such rent shall run as from the application for verification of the latter."

c. by replacing in the first line of the last paragraph, the words "The two preceding paragraphs" by the words "The provisions of this section".

13. Section 32 of the said act is amended by striking out all the words after the words "this act" in the third line.

14. Section 34 of the said act, amended by section 17 of the act 15-16 George VI, chapter 17, is again amended, by adding thereto, at the end, the following paragraph:

"Nor shall they apply to cases of houses rented by an employer to his employees, except as regards the fixing of rents."

15. The said act is amended by adding thereto after section 34, the following:

"**34a.** When a lease applies both to a house and to premises leased for commercial or industrial purposes, with a separate entrance for each and an inclusive rent for both, the lease may be prolonged and a rent fixed for the house, pursuant to the provisions of this act."

16. Section 38 of the said act is amended by replacing, in the fifty line, the figures "1953" by the figures "1954".

17. Subject to the rights, powers, restrictions and recourses contemplated in sections 23, 25, 26a and 29b of the act 14-15 George VI, chapter 20, and its amendments, every lease prolonged by an administrator or by the Commission, or by the effect of order number 157 of the Executive Council of the Province dated

ou prolongé de consentement par suite d'entente entre les parties ou de tacite reconduction, pour une période expirant le ou après le trente avril 1953 sera, à l'expiration de son terme, prolongé automatiquement, aux mêmes conditions, jusqu'au trente avril 1954, à moins que, au plus tard le trente et un mars 1953, s'il s'agit d'un bail expirant le trente avril 1953, et au plus tard trente jours avant son expiration dans les autres cas, le locataire ne fasse une nouvelle demande de prolongation de bail, avec ou sans modification de loyer ou que le locateur ou le locataire ne donne à l'autre partie un avis écrit à l'effet qu'il s'oppose à cette prolongation automatique.

Lorsque cette opposition est formulée par le locateur, le locataire doit, s'il désire obtenir une nouvelle prolongation de bail, en faire la demande à l'administrateur avant le premier avril 1953, si l'opposition du propriétaire lui a été signifiée le ou avant le vingt mars 1953, et dans les dix jours de cette signification, si elle lui a été faite après le vingt mars 1953.

La prolongation d'un bail en vertu du présent article ou en vertu dudit arrêté en conseil numéro 157 n'a pas pour effet d'opérer la tacite reconduction.

Tout bail passé, prolongé ou renouvelé, de quelque manière que ce soit, pour une période expirant le ou après le trente avril 1952, mais avant le trente avril 1953, et continué après son expiration sans opposition de la part du locateur ou du locataire est, réputé avoir été prolongé automatiquement par l'effet dudit arrêté en conseil numéro 157 et non par tacite reconduction.

Tout bail passé, prolongé ou renouvelé, de quelque manière que ce soit, pour une période expirant le ou après le trente avril 1953 et qui, à son expiration, sera continué sans opposition de la part du locateur ou du locataire sera réputé avoir été prolongé automatiquement en vertu du présent article et non par tacite reconduction.

La prolongation automatique de baux décrétée par le présent article ne s'applique pas dans le cas d'une maison louée par un employeur à son employé ou à une personne qui l'était lors de la passation du bail.

18. Dans les cas de baux expirant après le trente avril 1953, les loyers fixés par un administrateur ou par la Commission des loyers en vertu de l'article 29 ou de l'article 29b de ladite loi sont prolongés jusqu'au trente avril 1954 ou jusqu'à la fin de chacun de ces baux respectivement, lorsqu'ils expirent avant cette date, sauf opposition de la part du locateur ou de celle du locataire à cette prolongation automatique, auquel cas l'un ou l'autre peut s'adresser à l'administra-

March 6th, 1952, or made, renewed or prolonged by consent upon agreement between the parties or by tacit renewal, for a period expiring on or after the thirtieth of April 1953, shall, at the expiration of the term thereof, be automatically prolonged, on the same conditions, to the thirtieth of April, 1954, unless, not later than the thirty-first of March, 1953, if the lease expires on the thirtieth of April 1953, and in other cases not later than thirty days after its expiration, the lessee makes a new application for prolongation of the lease, with or without a change of rent, or unless the lessor or the lessee gives the other party written notice that he objects to such automatic prolongation.

When such objection is made by the lessor, the lessee, if he wishes to obtain a new prolongation of his lease, must apply therefor to the administrator before the first of April, 1953, if the owner's objection was served on him on or before the twentieth of March, 1953, and within ten days of such service, if it was made after the twentieth of March, 1953.

The prolongation of a lease under this section or under the said order-in-council number 157 shall not effect tacit renewal.

Every lease made, prolonged or renewed, in any manner whatsoever, for a period expiring on or after the thirtieth of April 1952, but before the thirtieth of April 1953, and continued after its expiration without objection on the part of the lessor or the lessee, is deemed to have been automatically prolonged by the effect of the said order-in-council number 157 and not by tacit renewal.

Every lease made, prolonged or renewed, in any manner whatsoever, for a period expiring on or after the thirtieth of April 1953, and which at its expiration is continued without objection on the part of the lessor or the lessee, shall be deemed to have been automatically prolonged under this section and not by tacit renewal.

The automatic prolongation of leases enacted by this section shall not apply in the case of a house rented by an employer to his employee or to a person who was his employee when the lease was made.

18. In the case of leases expiring after the thirtieth of April, 1953, the rents fixed by an administrator or by the Rental Commission under section 29 or section 29b of the said act are prolonged until the thirtieth of April, 1954 or until the end of each such lease respectively, when they expire before such date, saving objection by the lessor or the lessee to such automatic prolongation, in which case either may apply to the administrator for a new fixing of rent, by producing

teur pour obtenir une nouvelle fixation de loyer, en produisant sa demande et en la faisant signifier à l'autre partie dans les délais stipulés au deuxième alinéa de l'article 17 de la présente loi.

19. Toute prolongation de bail résultant de l'arrêté numéro 157, du six mars 1952, du Conseil exécutif de la province, ou de l'article 17 de la présente loi a, à tous égards, les mêmes effets que si elle avait été accordée en dernier ressort, pour la même période, par un administrateur ou par la Commission des loyers.

20. Le statut 15-16 George VI, contenant les lois adoptées à la quatrième session de la vingt-troisième Législature de Québec, est corrigé en remplaçant le texte de l'article 13 du chapitre 17 tel qu'imprimé dans ledit statut par le texte suivant, qui est celui adopté et sanctionné par cette Législature:

"**13.** Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 27, le suivant:

"**27a.** Subordonnément à l'application de tous règlements municipaux alors en vigueur et notamment des règlements ayant trait à la construction et à la transformation des immeubles dans la municipalité, l'administrateur peut permettre la subdivision, en plusieurs logements, d'une maison spacieuse occupée par un seul locataire en vertu d'une prolongation de bail, aux conditions qu'il détermine pour la protection des droits du locataire."

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 6

Loi modifiant la Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement

[Sanctionnée le 27 novembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 7, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 10, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 12, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant:

"*c*" "habitation nouvelle" signifie une habitation au sens du paragraphe précédent, construite entièrement entre le quinze janvier 1948 et le premier juin 1955."

his application and having it served on the other party within the delays prescribed in the second paragraph of section 17 of this act.

19. Every prolongation of a lease resulting from order number 157, of the Executive Council of the Province, dated March 6th, 1952, or from section 17 of this act shall have the same effects, in all respects, as if it had been granted in last resort, for the same period, by an administrator or by the Rental Commission.

20. The volume of statutes 15-16 George VI, containing the acts passed at the fourth session of the twenty-third Legislature of Quebec, is corrected by replacing the text of section 13 of chapter 17 as printed in the said statutes, by the following text which is that passed and assented to by such Legislature:

"**13.** The said act is amended by inserting therein, after section 27, the following:

"**27a.** Subject to the application of all municipal by-laws then in force and especially by-laws respecting the construction and alteration of immovables in the municipality, the administrator may authorize the subdivision into several dwellings, of a large house occupied by a single lessee under a prolongation of a lease, upon such conditions as he may determine for the protection of the lessee's rights."

21. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 6

An Act to amend the Act to grant to municipalities special powers to remedy the housing shortage

[Assented to, the 27th of November 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 12 George VI, chapter 7, amended by section 1 of the act 13 George VI, chapter 10 and by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 12, is again amended by replacing paragraph *c* by the following:

"*c*" "new dwelling" means a dwelling according to the meaning of the preceding paragraph, entirely built between the 15th of January, 1948 and the 1st of June, 1955."

2. L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 12, est remplacé par le suivant:

"**16.** Les pouvoirs conférés aux corporations par les articles 2, 3 et 15 expirent le premier juin 1955."

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 9

Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 17 de la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) est modifié en remplaçant les paragraphes 2, 3 et 4 par le suivant:

"**2.** La compétence des conducteurs, des chauffeurs et des mécaniciens en véhicules automobiles est établie au moyen d'examen subis devant des personnes autorisées à cette fin par le ministre et conformément aux prescriptions des règlements adoptés à ce sujet par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire du sous-paragraph *u* du paragraphe 1 de l'article 68, et au moyen de certificats de compétence émis par les examinateurs lorsque les candidats subissent ces examens avec succès."

2. L'article 24 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le refus ou la négligence du détenteur de remettre sa licence ou son permis conformément à cet ordre constitue une infraction et rend le délinquant passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de vingt-cinq dollars à deux cents dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins huit jours et d'au plus trente jours."

3. La version française de l'article 38 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe 2, les mots "du trafic" par les mots "de circulation".

4. L'article 41 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 43, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 2, les mots "Est spécialement interdite" par les mots "Sans restreindre la portée du paragraphe 1 et

2. Section 16 of the said act amended by section 2 of the act 14-15 George VI, chapter 12, is replaced by the following:

"**16.** The powers granted to corporations by sections 2, 3 and 15 shall expire on the 1st of June, 1955."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 9

An Act to amend the Motor Vehicles Act

[Assented to, the 18th of December, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 17 of the Motor Vehicles Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142) is amended by replacing subsections 2, 3 and 4 by the following:

"**2.** The competency of drivers, chauffeurs and machinists in motor vehicles shall be established by means of examinations undergone before persons authorized for such purpose by the Minister and in accordance with the provisions of the regulations made in that regard by the Lieutenant-Governor in Council under sub-paragraph *u* of subsection 1 of section 68, and by means of certificates of competency issued by the examiners when candidates are successful in passing such examinations."

2. Section 24 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"Refusal or neglect by the holder to return his license or permit in compliance with such order shall constitute an offence and render the offender liable, on summary proceeding, to a fine of twenty-five dollars to two hundred dollars and costs and, on failure to pay the fine and costs, to imprisonment for not less than eight days nor more than thirty days."

3. The French version of section 38 of the said act is amended by replacing, in the last line of subsection 2, the words "du trafic" by the words "de circulation".

4. Section 41 of the said act, amended by section 4 of the act 6 George VI, chapter 43, is again amended

a. by replacing, in the first line of subsection 2, the words "The following is specially forbidden" by the words "Without restricting the scope of subsection 1

subordonnement aux dispositions dudit paragraphe, est spécialement interdite”;

b) en remplaçant le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2, par les suivants:

“*d*) Dans les cités, villes et villages, une vitesse excédant trente milles à l’heure dans toute rue ou chemin public longeant une agglomération d’habitations, sauf les dispositions du sous-paragraphe suivant;

“*e*) Une vitesse excédant vingt milles à l’heure sur les chemins sinueux en montagne, dans les courbes dangereuses, les districts commerciaux, en face d’écoles, aux intersections et aux passages à niveau de chemin de fer.”

5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l’article 48, le suivant:

“**48a.** Quiconque contrevient à une disposition d’un règlement adopté en vertu de l’article 40 commet un infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d’une amende de cent dollars à cinq cents dollars, pour la première infraction; d’une amende de cinq cent à mille dollars pour la deuxième infraction; d’une amende de mille dollars pour chaque infraction subséquente; avec en outre les frais dans tous les cas.

Dans le cas de toute infraction subséquente à la deuxième, le véhicule doit être saisi et la confiscation en être prononcée par le tribunal au profit de la Couronne et il en est disposé selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil.”

6. L’article 49 de ladite loi, modifié par l’article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, est de nouveau modifié.

a) en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

“1° Contrevient à quelque disposition de la présente loi, autre qu’une disposition des articles 24, 48, 48*a*, 49*a*, 49*b*, 49*c*, 83 et 86, ou à quelque disposition d’un règlement adopté sous l’empire de l’article 68; ou”;

b) en y retranchant, au début du paragraphe 2°, les mots “Donne un faux nom, un faux âge ou une fausse adresse dans la demande d’enregistrement ou de licence ou de permis, ou”;

c) en y retranchant les paragraphes 5°, 7° et 9°.

7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l’article 49*b*, le suivant:

“**49c.** Est coupable d’une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d’une amende d’au moins cent dollars et d’au plus deux cents dollars, pour la première infraction, et d’une amende d’au moins deux cents dollars et d’au plus quatre cents dollars, pour toute infraction subséquente, en outre des frais dans chaque cas, et, à défaut de paiement de l’amende et des frais, d’un emprisonnement d’au moins

and subject to the provisions of the said subsection, the following is specially forbidden”;

b. by replacing paragraph *d* of subsection 2 by the following:

“*d*. In cities, towns and villages, a speed in excess of thirty miles per hour in any street or public highway bordering an agglomeration of dwellings, saving the provisions of the following paragraph;

“*e*. A speed in excess of twenty miles per hour on winding mountain roads, in dangerous curves, in commercial districts, in front of schools, at intersections and at level railway crossings.”

5. The said act is amended by adding, after section 48, the following:

“**48a.** Whosoever contravenes any provision of a regulation made under section 40 shall be guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of one hundred to five hundred dollars for the first offence; to a fine of five hundred dollars to one thousand dollars for the second offence; to a fine of one thousand dollars for each subsequent offence; with costs as well in all cases.

In the case of all offences after the second, the vehicle shall be seized and its confiscation pronounced by the Court for the profit of the Crown and the vehicle shall be disposed of as provided by the Lieutenant-Governor in Council.”

6. Section 49 of the said act, amended by section 4 of the act 14-15 George VI, chapter 33, is again amended

a. by replacing paragraph 1 by the following:

1. Contravenes any provision of this act, other than a provision of sections 24, 48, 48*a*, 49*a*, 49*b*, 49*c*, 83 and 86, or any provision of a regulation made under section 68; or”;

b. by striking out, at the beginning of paragraph 2, the words “Gives a fictitious name, fictitious age, or fictitious address in his application for registration, for a license or a permit, or”;

c. by striking out paragraphs 5, 7 and 9.

7. The said act is amended by adding thereto, after section 49*b*, the following:

“**49c.** Everyone shall be guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than two hundred dollars for the first offence, and to a fine of not less than two hundred dollars nor more than four hundred dollars for each subsequent offence, in addition to costs in each case, and, on failure to pay the fine and costs, to imprisonment for not

un mois et d'au plus deux mois, quiconque

a) donne un faux nom, un faux âge ou une fausse adresse dans une demande d'enregistrement d'un véhicule automobile ou dans une demande de licence ou de permis prévus par la présente loi; ou

b) conduit dans un chemin public un véhicule automobile muni d'une ou de deux plaques factices; ou

c) altère une plaque d'enregistrement fourni par le service de l'administration provinciale chargé de l'exécution de la présente loi, en y changeant le numéro, l'année, la lettre, la couleur, ou de toute autre manière; ou

d) conduit, dans un chemin public, un véhicule automobile pour un pari, un enjeu ou une course avec un autre véhicule.

e) conduit dans un chemin public, un véhicule automobile contrairement aux prescriptions du paragraphe 1 de l'article 15."

8. L'article 60 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la dernière ligne de la version française du paragraphe 5°, les mots "du trafic" par les mots "de circulation";

b) en y ajoutant, après le paragraphe 5°, le suivant:

"6° N'empêche un conseil municipal d'une cité ou d'une ville de réglementer la vitesse des véhicules automobiles dans son territoire, mais la vitesse autorisée par le règlement adopté à cette fin ne doit, en aucun cas, excéder celle qui est autorisée par l'article 41 et, partout où elle diffère de cette dernière, elle doit être clairement indiquée par des signaux ou affiches à la vue du public, à défaut de quoi ce sont les dispositions de l'article 41 qui s'appliquent."

9. L'article 61 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 46, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne de la version française du paragraphe 5°, les mots "du trafic" par les mots "de la circulation".

10. L'article 68 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 21, et par l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe *t* du paragraphe 1, les sous-paragraphe suivants:

"u) Prescrire les modalités des examens de compétence des conducteurs, chauffeurs et mécaniciens en véhicules automobiles, déterminer les matières sur lesquelles ces examens porteront, fixer les honoraires exigibles pour ces examens et établir la forme et la teneur des certificats de compétence émis par les examinateurs;

"v) Déterminer la formule des demandes et des certificats d'enregistrement, de licence et de permis et celle du serment qui doit accompagner ces demandes,—".

less than one month nor more than two months, who

a. Gives a fictitious name, fictitious age or fictitious address in an application for registration of a motor vehicle or in an application for a license or permit contemplated in this act; or

b. Drives on a public highway a motor vehicle bearing one or two fictitious markers; or

c. Alters a registration marker supplied by the branch of the provincial administration charged with the carrying out of this act, by changing the number, year, letter or colour thereof, or in any other manner; or

d. Drives a motor vehicle on a public highway for a wager or bet or in a race with another vehicle.

e. Drives on a public highway a motor vehicle contrary to the provisions of subsection 1 of section 15."

8. Section 60 of the said act is amended

a. by replacing, in the last line of paragraph 5 of the French version, the words "du trafic" by the words "de circulation";

b. by adding thereto, after paragraph 5, the following:

"6. Shall prevent the municipal council of a city or of a town from regulating the speed of motor vehicles within its limits, but the speed authorized by the by-law made for such purpose shall in no case be in excess of that authorized by section 41, and in all places where it differs from the latter, it must be clearly indicated by signs or posters visible to the public, failing which the provisions of sections 41 shall apply."

9. Section 61 of the said act, amended by section 2 of the act 13 George VI, chapter 46, is amended by replacing, in the second line of the French version of paragraph 5, the words "du trafic" by the words "de la circulation".

10. Section 68 of the said act, amended by section 4 of the act 13 George VI, chapter 21, and by section 8 of the act 14-15 George VI, chapter 33, is again amended by adding thereto, after sub-paragraph *t* of subsection 1, the following sub-paragraphs:

"u. Prescribe particulars for the examination as to competency of drivers, chauffeurs and machinists in motor vehicles, determine the matters on which such examinations shall bear, fix the fees exigible for such examinations and decide the form and contents of the certificates of competency issued by the examiners;

"v. Determine the form for applications and certificates of registration, for licenses and permits and that of the oath to accompany such applications,—".

11. L'article 77 de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46, est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

"*a*) A conduit un véhicule automobile en état d'ivresse, ou sous l'influence de liqueurs enivrantes ou d'un narcotique, ou pendant que sa capacité de conduire un véhicule automobile est affaiblie par l'alcool ou une drogue, ou".

12. L'article 81 de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46, est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"En prononçant une suspension de licence ou une suspension de certificat d'enregistrement, ou les deux à la fois, le tribunal, le juge ou le magistrat ordonne au détenteur de cette licence ou au détenteur de ce certificat, ou à l'un et à l'autre, selon le cas, de remettre, dans le délai qu'il fixe, cette licence ou ce certificat au greffe du tribunal pour y être gardé pendant la durée de la suspension. Le refus ou la négligence d'obtempérer à cet ordre constitue un mépris de cour."

13. L'article 82 de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46, est remplacé par le suivant:

"**82.** Tout juge ou magistrat qui reconnaît une personne coupable d'une infraction visée par l'article 77 de la présente loi ou par l'article 285 du Code criminel doit immédiatement ordonner à l'inculpé de remettre sa licence au greffe du tribunal et que les détails de la condamnation y soient inscrits, au verso. Le refus du détenteur de remettre sa licence conformément à cet ordre constitue un mépris de cour.

Cette licence doit être transmise, après inscription des détails de la condamnation, au service de l'administration provinciale chargé de l'exécution de la présente loi."

14. L'article 83 de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46, est modifié

a) en y ajoutant après le mot "mois", dans la dernière ligne, du quatrième alinéa, les mots ", et il ordonne la remise de cette licence au service de l'administration provinciale chargé de l'exécution de la présente loi";

b) en y ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Le refus ou la négligence du détenteur de remettre sa licence conformément à cet ordre constitue une infraction et rend le délinquant passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de vingt-cinq dollars à deux cents dollars et des frais et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins huit jours et d'au plus trente jours."

11. Section 77 of the said act, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46, is amended by replacing paragraph *a* by the following:

"*a*. Has driven a motor vehicle in a state of drunkenness or under the influence of intoxicating liquors or of a narcotic, or while his ability to drive a motor vehicle was impaired by alcohol or a drug, or".

12. Section 81 of the said act, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46, is amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

"When pronouncing the suspension of a license or registration certificate, or of both at the same time, the court, judge or magistrate shall order the holder of such license or the holder of such certificate, or both, as the case may be, to surrender such license or certificate, within a stated delay, at the office of the court, there to be kept as long as the suspension shall last. Refusal or neglect to obey such order shall constitute contempt of court."

13. Section 82 of the said act, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46, is replaced by the following:

"**82.** Any judge or magistrate who declares a person guilty of an offence contemplated in section 77 of this act or in section 285 of the Criminal Code shall immediately order the offender to surrender his license at the office of the court and that the particulars of the conviction be entered on the back of such license. Refusal by the holder to surrender his license as so ordered shall constitute contempt of court.

After the particulars of the conviction have been entered, such license shall be transmitted to the branch of the provincial administration charged with the carrying out of this act."

14. Section 83 of the said act, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46, is amended

a. by adding thereto after the word "months" in the last line, the words "and shall order that such license be transmitted to the branch of the provincial administration charged with the carrying out of this act";

b. by adding thereto, after the fourth paragraph, the following:

"Refusal or neglect by the holder to surrender his license in compliance with such order shall constitute an offence and render the offender liable, on summary proceeding, to a fine of twenty-five dollars to two hundred dollars and costs, and on failure to pay the fine and costs, to imprisonment for not less than eight days nor more than thirty days."

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 1 et 10, qui entreront en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

1-2 ELIZABETH II, BILL 10

Loi concernant les recorders et les Cours du recorder

[Sanctionnée le 27 novembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Toute Cour du recorder existante dans la province lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, quelle que soit l'autorité législative en vertu de laquelle elle a été établie, sera dorénavant désignée sous le nom de "Cour municipale de la cité de (*nom de la cité*)" ou, selon le cas, sous le nom de "Cour municipale de la ville de (*nom de la ville*)".

2. Tout recorder en office dans la province lors de l'entrée en vigueur de la présente loi sera par la suite désigné sous le nom de "juge municipal de la cité de (*nom de la cité*)" ou, selon le cas, "juge municipal de la ville de (*nom de la ville*)" et continuera d'exercer les juridictions, de posséder les attributions, droits et prérogatives, d'accomplir les devoirs et de remplir les obligations qui lui sont présentement assignées, comme s'il avait été nommé sous le titre de "juge municipal".

3. Dans toute loi, générale ou spéciale, charte municipale, arrêté en conseil, commission, règlement ou résolution d'un conseil municipal ou autre document de quelque nature que ce soit,

a) les termes "Cour du recorder" sont remplacés par les mots "Cour municipale de la cité de (*nom de la cité*)" ou, suivant le cas, par les mots "Cour municipale de la ville de (*nom de la ville*)";

b) les termes "recorder en chef", "recorder" et "recorder suppléant" sont remplacés respectivement par les mots "juge en chef", "juge" et "juge suppléant", lorsque ces termes sont suivis du nom de la cour qu'ils président, et par les mots "juge en chef municipal", "juge municipal" et "juge municipal suppléant", selon le cas, lorsque ces termes ne sont pas ainsi qualifiés.

4. Tout recorder en office lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et tout juge municipal qui sera nommé à l'avenir agiront dans la province comme recor-

15. This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 1 and 10, which shall come into force on such date as it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation.

1-2 ELIZABETH II, BILL 10

An Act respecting recorders and Recorder's Courts

[Assented to, the 27th of November 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Every Recorder's Court existing in the province at the time of the coming into force of this act, by whatever legislative authority established, shall hereafter be designated by the name of "Municipal Court of the City of (*name of the city*)" or "Municipal Court of the Town of (*name of the town*)" as the case may be.

2. Every recorder in office in the province at the time of the coming into force of this act shall hereafter be designated by the name of "municipal judge of the city of (*name of the city*)" or "municipal judge of the town of (*name of the town*)", as the case may be, and shall continue to exercise the jurisdiction, to possess the powers, rights and prerogatives, to perform the duties and to fulfil the obligations now assigned to him, as if he had been appointed under the title of "municipal judge".

3. In every general law or special act, municipal charter, order in council, commission, by-law or resolution of a municipal council or other document of whatever nature,

a. the term "Recorder's Court" is replaced by the words "Municipal Court of the City of (*name of the city*)" or "Municipal Court of the Town of (*name of the town*)", as the case may be;

b. the terms "chief recorder", "recorder" and "deputy-recorder" are replaced respectively by the words "chief judge", "judge" and "deputy-judge", when such terms are followed by the name of the Court over which they preside, and by the words "chief municipal judge", "municipal judge" and "deputy municipal judge", as the case may be, when such terms are not so qualified.

4. Every recorder in office at the coming into force of this act and every municipal judge to be appointed in the future shall act in the Province as recor-

ders, en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 11

Loi concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des vues animées (Statuts refondus, 1941, chapitre 55) est modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

"**15a.** Nul ne peut transmettre par télévision, avec ou sans fil, d'un endroit situé dans la province, une pellicule photographique ou un film cinématographique avant de l'avoir soumis pour examen au Bureau de censure du cinéma et d'avoir obtenu de celui-ci l'autorisation de l'employer à cette fin.

Le Bureau de censure du cinéma est en outre chargé d'exercer une surveillance générale sur les programmes et les spectacles de télévision et de faire, au procureur général, rapport de ses constatations et observations.

Les articles 16, 17, 18, 20, 21 et 23 s'appliquent également, *mutatis mutandis*, aux cas de films cinématographiques et de pellicules photographiques sujets à la censure prévue par le présent article.

"**15b.** Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 15a commet une infraction et est passible des peines édictées par l'article 19, y compris la saisie, la confiscation et la destruction du film cinématographique ou de la pellicule photographique, en la manière prévue par ledit article 19."

2. L'article 26 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"**26.** Toute personne, autre qu'un distributeur visé par l'article 26a, qui contrevient aux dispositions des règlements édictés sous l'autorité de l'article 25 commet une infraction à la présente loi et est passible, pour la première infraction, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars et des frais et, pour toute infraction subséquente, d'une amende d'au moins cent

ders, with respect to the jurisdictions attributed to a recorder under the acts by the Parliament of Canada.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 11

An Act respecting the Board of Cinema Censors and the supervision of televised shows

[Assented to, the 10th of December, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Moving Pictures Act (Revised Statutes, 1941, chapter 55) is amended by adding thereto, after section 15, the following sections:

"**15a.** No person shall transmit by television, whether by wire or by wireless, from any place situated in the province, any photographic film or moving picture film, before submitting the same for examination to the Board of Cinema Censors and obtaining from the latter authorization to use it for such purpose.

The Board of Cinema Censors is furthermore charged with the exercise of a general supervision over television programs and shows and shall report its findings and observations to the Attorney-General.

Sections 16, 17, 18, 20, 21 and 23 shall also apply, *mutatis mutandis*, to cases of moving picture films and photographic films subject to the censorship contemplated in this section.

"**15b.** Whosoever infringes the provisions of section 15a shall be guilty of an offence and liable to the penalties enacted by section 19, including the seizure, confiscation and destruction of the moving picture film or photographic film, in the manner contemplated in the said section 19."

2. Section 26 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**26.** Every person other than a distributor contemplated in section 26a who infringes the provisions of the regulations made under section 25 shall be guilty of an offence against this act and liable, for the first offence, to a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars and costs, and for each subsequent offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than two hun-

dollars et d'au plus deux cents dollars et des frais; et, dans chaque cas, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un à deux mois; avec, dans chaque cas, saisie, confiscation et destruction de l'affiche, du panneau-réclame ou de l'annonce concernée, en la manière prévue par l'article 19."

3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 26, le suivant:

"**26a.** Il est défendu à toute personne faisant le commerce de distribution d'affiches ou d'annonces quelconques sujettes à l'application des règlements adoptés en vertu de l'article 25, de louer, prêter ou transmettre, pour être exhibée dans la province, une telle affiche ou annonce avant qu'elle ait été approuvée par le Bureau de censure du cinéma.

Toute contravention au présent article rend le contrevenant passible des peines édictées par l'article 19, y compris la saisie, la confiscation et la destruction de l'affiche ou de l'annonce concernée, en la manière prévue par ledit article 19."

4. L'article 45 de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 16, par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 21, et par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 54, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 10°, le suivant:

"11° Le président du Bureau de censure du cinéma et tout membre de ce bureau qui en a déjà été le président."

5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 71, le suivant:

"**71a.** Tout président ou membre du Bureau de censure du cinéma visé par le paragraphe 11° de l'article 45 peut faire compter, pour fins de pension, ses années ou une partie de ses années de service au Bureau de censure du cinéma, en donnant, dans l'année suivant la date à laquelle la section III de la présente loi lui devient applicable, un avis écrit au ministre des finances de la province et en versant au fonds consolidé du revenu, sans intérêt, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées sur son traitement, si ladite section lui avait été alors applicable.

Ce montant est payable suivant les dispositions de l'article 68."

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

dred dollars and costs; and in each case, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for one to two months; besides, in each case, the seizure, confiscation and destruction of the poster, signboard or advertisement concerned, in the manner contemplated in section 19."

3. The said act is amended by adding thereto, after section 26, the following:

"**26a.** No person carrying on the business of distributing any posters or advertisements subject to the application of the regulations made under section 25, shall rent, lend or transmit, to be exhibited in the province, any such poster or advertisement before it has been approved by the Board of Cinema Censors.

Every infringement of this section shall render the offender liable to the penalties enacted by section 19, including the seizure, confiscation and destruction of the poster or advertisement concerned in the manner contemplated in the said section 19."

4. Section 45 of the Pensions Act (Revised Statutes, 1941, chapter 13) enacted by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, amended by section 2 of the act 7 George VI, chapter 10, by section 2 of the act 8 George VI, chapter 9, by section 6 of the act 11 George VI, chapter 16, by section 6 of the act 13 George VI, chapter 21 and by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 54, is again amended by adding thereto, after paragraph 10, the following:

"11. The president of the Board of Cinema Censors and every member of such Board who has already been president thereof."

5. The said act is amended by adding thereto, after section 71, the following:

"**71a.** Any president or member of the Board of Cinema Censors contemplated in paragraph 11 of section 45 may have counted for pension purposes his years or a portion of his years of service on the Board of Cinema Censors by giving, within the year following the date on which Division III of this act becomes applicable to him, a written notice to the Minister of Finance of the Province and paying into the consolidated revenue fund, without interest, an amount equal to the deductions which would have been made from his salary if the said division had then been applicable to him.

Such amount shall be payable in accordance with the provisions of section 68."

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 13

Loi abrogeant la Loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants

[Sanctionnée le 27 novembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants (Statuts refondus, 1941, chapitre 37) est abrogée.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 13

An Act to repeal the Reformatory Prison Act

[Assented to, the 27th of November, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Reformatory Prison Act (Revised Statutes, 1941, chapter 37) is repealed.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 15

Loi modifiant la Loi de la nomination des constables

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) est modifiée en y ajoutant, après l'article 10, les suivants:

"11. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, toute nomination d'un officier de police temporaire, par le maire d'une corporation municipale de cité ou de ville, quelle que soit la loi qui la régit, doit être faite par écrit, sous la signature du maire, en deux exemplaires, dont l'un doit être déposé sans délai dans les archives de la corporation et l'autre, remis à l'officier de police temporaire, qui doit le garder constamment sur lui pendant la durée de ses fonctions.

Le maire doit immédiatement, si possible, sinon au plus tard le jour suivant la nomination, faire parvenir au greffier de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située un avis, sous sa signature, contenant les nom, prénoms, qualité et adresse de l'officier de police temporaire, ainsi que la date et la durée de sa nomination.

Le greffier doit afficher cet avis dans un endroit du greffe de la paix accessible au public, pendant la durée des fonctions de l'officier de police temporaire.

"12. Nul ne peut être nommé par le maire officier de police temporaire à moins d'être citoyen canadien, de bonnes mœurs, de bonne réputation et exempt de toute condamnation en matière criminelle.

1-2 ELIZABETH II, BILL 15

An Act to amend the Constables' Appointment Act

[Assented to, the 10th of December 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Constables' Appointment Act (Revised Statutes, 1941, chapter 48) is amended by adding thereto, after section 10, the following sections:

"11. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, every appointment of a temporary police officer, by the mayor of a city or town municipal corporation, whatever be the act governing it, must be made in writing, under the hand of the mayor, in duplicate, one of which must be deposited forthwith in the records of the corporation and the other delivered to the temporary police officer who must carry it continuously with him for the duration of his duties.

The mayor, if possible immediately and otherwise not later than the day following the appointment, shall forward to the clerk of the peace of the judicial district in which the municipality is situated a notice under his hand containing the surname, names, occupation and address of the temporary police officer, as well as the date and duration of his appointment.

The clerk shall post up such notice in a place in the peace office open to the public, for the duration of the duties of the temporary police officer.

"12. No person may be appointed temporary police officer by the mayor unless he is a Canadian citizen, of good moral character and repute and free from any criminal condemnation.

"13. Avant d'entrer en fonctions, tout officier de police temporaire visé par l'article 11 est tenu de prêter un serment, suivant la formule de l'article 4, devant un juge des sessions, un protonotaire de la Cour supérieure, un magistrat de district, un greffier de la paix ou un greffier d'une Cour de magistrat.

La personne qui reçoit ce serment en délivre deux certificats à l'officier de police temporaire, qui doit en garder un constamment sur lui pendant la durée de ses fonctions et déposer l'autre immédiatement, si possible, sinon au plus tard le jour suivant, au greffe de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, pour faire partie des archives de ce greffe.

"14. Tout officier de police temporaire doit, s'il en est requis à l'occasion d'un acte posé dans l'exercice de ses fonctions, justifier de sa qualité officielle en exhibant l'exemplaire de sa nomination et le certificat de prestation de son serment d'office qu'il porte sur lui.

"15. Le défaut de déposer un exemplaire de la nomination d'un officier de police temporaire dans les archives de la corporation, ou d'en remettre un à l'officier de police temporaire, ou de faire parvenir au greffier de la paix, suivant les prescriptions de l'article 11, un avis de la nomination d'un officier de police temporaire constitue une infraction qui rend le contrevenant passible, sur poursuite sommaire, pour une première infraction, d'une amende de cent dollars à deux cents dollars et, pour toute infraction subséquente, d'une amende de deux cents dollars à quatre cents dollars, et des frais dans chaque cas, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un mois à deux mois.

Le défaut d'accomplir quelqu'un des actes mentionnés au présent article à l'occasion de la nomination de plus d'un officier de police temporaire constitue une infraction distincte pour chacune de ces nominations.

"16. Tout officier de police temporaire qui exerce ou tente d'exercer ses fonctions sans avoir prêté le serment d'office prescrit par l'article 13, ou qui néglige ou refuse de porter sur lui un exemplaire de sa nomination ou un exemplaire du certificat de prestation de son serment d'office, ou de déposer un exemplaire de ce dernier au greffe de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, ou qui contrevient aux dispositions de l'article 14, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, pour une première infraction, d'une amende de cent dollars à deux cents dollars et, pour toute infraction subséquente, d'une amende de deux cents dollars à quatre cents dollars, et des frais

"13. Before entering on his duties, every temporary police officer contemplated in section 11 must make oath, in the form of section 4, before a judge of the sessions, a prothonotary of the Superior Court, a district magistrate, a clerk of the peace or a clerk of a Magistrate's Court.

The person who administers such oath shall deliver two certificates thereof to the temporary police officer who must carry one of them continuously with him for the duration of his duties and deposit the other, immediately if possible and otherwise not later than the following day, in the peace office of the judicial district in which the municipality is situated, to form part of the records of such office.

"14. Every temporary police officer shall, if so required on the occasion of an act done in the exercise of his functions, give proof of his official status by showing the duplicate of his appointment and the certificate of administration of his oath of office which he carries with him.

"15. Failure to deposit a duplicate of the appointment of a temporary police officer in the records of the corporation, or to deliver one to the temporary police officer, or to forward to the clerk of the peace, pursuant to the provisions of section 11, a notice of appointment of a temporary police officer shall constitute an offence rendering the offender liable, on summary proceeding, for a first offence to a fine of one hundred dollars to two hundred dollars and, for each subsequent offence, to a fine of two hundred dollars to four hundred dollars, and costs in each case, and in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for one month to two months.

Failure to perform any of the acts mentioned in this section on the occasion of the appointment of more than one temporary police officer shall constitute a separate offence for each of such appointments.

"16. Every temporary police officer who exercises or attempts to exercise his functions without having taken the oath of office prescribed by section 13, or who neglects or refuses to carry with him one of the duplicates of his appointment or one of the duplicates of the certificate of administration of his oath of office, or to deposit a duplicate of the latter in the peace office of the judicial district in which the municipality is situated, or who infringes the provisions of section 14, shall be guilty of an offence and liable, on summary proceeding, for a first offence to a fine of one hundred dollars to two hundred dollars and, for each subsequent offence, to a fine of two hundred dollars to four hundred dollars, and costs in each

dans chaque cas, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un mois à deux mois."

2. L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), modifié par l'article 8 de la loi 12 George VI, chapitre 29, par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 60, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 51, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraph *k* du paragraphe 16°, le sous-paragraph suivant:

"l) Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables (chapitre 48) s'appliquent à la nomination et à l'exercice des fonctions des officiers de police temporaires nommés par le maire en vertu d'un règlement adopté sous l'empire du premier alinéa du présent paragraphe, nonobstant toute disposition inconciliable dudit règlement;"

3. Le paragraphe 101 de l'article 300 de la Charte de la cité de Montréal (62 Victoria, chapitre 58) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) s'appliquent à la nomination et à l'exercice des fonctions des officiers de police temporaires nommés par le maire en vertu d'un règlement adopté sous l'empire de l'alinéa précédent, nonobstant toute disposition inconciliable dudit règlement."

4. Le paragraphe 98 de l'article 336 de la Charte de la cité de Québec, 1929 (19 George V, chapitre 95) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) s'appliquent à la nomination et à l'exercice des fonctions des officiers de police temporaires nommés par le maire en vertu d'un règlement adopté sous l'empire de l'alinéa précédent, nonobstant toute disposition inconciliable dudit règlement."

5. Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) s'appliquent au surplus à la nomination et à l'exercice des fonctions de tout officier de police temporaire, constable spécial ou agent de la paix nommé par le maire d'une cité ou d'une ville, quelle que soit la loi qui la régit, en vertu d'une disposition de cette loi, de sa charte ou d'un règlement adopté par son conseil municipal, nonobstant toute disposition inconciliable de la loi, générale ou spéciale, ou de la charte qui régit la municipalité ou du règlement qui autorise cette nomination.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

case, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for one month to two months."

2. Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), amended by section 8 of the act 12 George VI, chapter 29, by section 4 of the act 13 George VI, chapter 60, and by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 51, is again amended by adding thereto, after sub-paragraph *k* of paragraph 16, the following sub-paragraph:

"l. The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act (chapter 48) shall apply to the appointment and to the exercise of the functions of temporary police officers appointed by the mayor under a by-law passed in virtue of the first paragraph of this paragraph, notwithstanding any inconsistent provision of the said by-law;"

3. Paragraph 101 of article 300 of the Charter of the city of Montreal (62 Victoria, chapter 58) is amended by adding thereto the following paragraph:

"The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act (Revised Statutes, 1941, chapter 48) shall apply to the appointment and to the exercise of the functions of temporary police officers appointed by the mayor under a by-law passed in virtue of the preceding paragraph, notwithstanding any inconsistent provision of the said by-law."

4. Paragraph 98 of section 336 of the Charter of the city of Quebec, 1929 (19 George V, chapter 95) is amended by adding thereto the following paragraph:

"The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act (Revised Statutes, 1941, chapter 48) shall apply to the appointment and to the exercise of the functions of temporary police officers appointed by the mayor under a by-law passed in virtue of the preceding paragraph, notwithstanding any inconsistent provision of the said by-law."

5. The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act (Revised Statutes, 1941, chapter 48) shall also apply to the appointment and to the exercise of the functions of every temporary police officer, special constable or peace officer appointed by the mayor of a city or town, whatever be the act governing it, under a provision of such act, of its charter or of a by-law passed by its municipal council, notwithstanding any inconsistent provision of the general or special act or of the charter governing the municipality or of the by-law authorizing such appointment.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 19

Loi modifiant la Loi protégeant l'industrie laitière dans la province

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 44, est modifié en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

"c) prescrire des mesures pour l'application de cette loi;"

2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 7, le suivant:

"7a. Dans le cas d'infraction à une disposition d'un règlement édicté en vertu de la présente loi, la margarine et tout autre succédané du beurre fabriqués, vendus, mis en vente ou possédés, dans la province, contrairement à ce règlement, doivent être saisis, ainsi que leur contenant et tout véhicule servant à leur transport, et leur confiscation en être prononcée par le tribunal au profit de la Couronne; il est disposé des effets saisis selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil."

3. L'article 8 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toute poursuite pour infraction à la présente loi peut être intentée sur plainte ou dénonciation de la Couronne ou de toute personne. Dans ce dernier cas, la moitié de l'amende perçue appartient à la personne qui a porté cette plainte ou cette dénonciation."

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 19

An Act to amend the Act to protect the dairy industry in the Province

[Assented to, the 18th of December 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 13 George VI, chapter 44, is amended by replacing paragraph c by the following:

"c. prescribe measures for the carrying out of this act;"

2. The said act is amended by adding thereto, after section 7, the following:

"7a. In the case of infringement of a provision of a regulation made under this act, the margarine and any other butter substitute manufactured, sold, offered for sale or possessed in the province, contrary to such regulation, must be seized as well as their containers and any vehicle used for their transportation and the confiscation thereof pronounced by the Court for the profit of the Crown; the effects seized shall be disposed of as prescribed by the Lieutenant-Governor in Council."

3. Section 8 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"Every prosecution for infringement of this act may be instituted on complaint or information of the Crown or of any person. In the latter case, one-half of the fine collected shall belong to the person who lodged such complaint or information."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 21

Loi concernant les coopératives d'électricité

[Sanctionnée le 27 novembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5a de la Loi des exemptions de taxes municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 221), édicté par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 38, est remplacé par le suivant:

1-2 ELIZABETH II, BILL 21

An Act respecting electricity cooperatives

[Assented to, the 27th of November, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 5a of the Municipal Tax Exemption Act (Revised Statutes, 1941, chapter 221) enacted by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 38, is replaced by the following:

"5a. Jusqu'au premier mars 1955, les lignes de transmission et de distribution d'énergie électrique des coopératives d'électricité formées en vertu de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) sont exemptes des taxes municipales et scolaires."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 22

Loi pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 41a de la Loi des relations ouvrières (Statuts refondus, 1941, chapitre 162A, ajouté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 30), édicté par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 36, est remplacé par le suivant:

"41a. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,
a) les décisions de la Commission sont sans appel et ne peuvent être révisées par les tribunaux;
b) aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre la Commission ni contre aucun de ses membres, agissant en leur qualité officielle;
c) les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Commission, ni à ses membres agissant en leur qualité officielle."

2. L'article 34 de la Loi des différends ouvriers de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 167), édicté par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 36, est remplacé par le suivant:

"34. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,
a) les décisions de tout conseil d'arbitrage sont sans appel et ne peuvent être révisées par les tribunaux;
b) aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre un conseil d'arbitrage ni contre aucun de ses membres agissant en leur qualité officielle;
c) les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas aux conseils d'arbitrage, ni à leurs membres agissant en leur qualité officielle."

"5a. Until the first of March, 1955, the lines for the transmission and distribution of electric power of electricity cooperatives formed under the Rural Electrification Act (9 George VI, chapter 48) shall be exempt from municipal and school taxes."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 22

An Act to eliminate delays in the settlement of disputes between employees and employers

[Assented to, the 18th of December, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 41a of the Labour Relations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 162A, added by section 1 of the act 8 George VI, chapter 30), enacted by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 36, is replaced by the following:

"41a. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith,
a. the decisions of the Board shall be without appeal and cannot be revised by the courts;
b. no writ of *quo warranto*, of *mandamus*, of *certiorari*, of prohibition or injunction may be issued against the Board or against any of its members, acting in their official capacity;
c. the provisions of article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Board, or to its members acting in their official capacity."

2. Section 34 of the Quebec Trade Disputes Act (Revised Statutes, 1941, chapter 167), enacted by section 2 of the act 14-15 George VI, chapter 36, is replaced by the following:

"34. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith,
a. the decisions of any council of arbitration shall be without appeal and cannot be revised by the courts;
b. no writ of *quo warranto*, of *mandamus* of *certiorari*, of prohibition or injunction may be issued against a council of arbitration or against any of its members acting in their official capacity;
c. the provisions of article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to councils of arbitration or to members thereof acting in their official capacity."

3. Les articles 24a à 24f, inclusivement, de ladite loi, édictés par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 54 sont abrogés.

4. L'article 15 de la loi 13 George VI, chapitre 26, modifié par l'article 3 de la loi 14-15 George VI, chapitre 36, est remplacé par le suivant:

"**15.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,

a) les décisions de tout conseil d'arbitrage chargé d'entendre un différend entre une corporation municipale ou scolaire et ses employés sont sans appel et ne peuvent être revisées par les tribunaux;

b) aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre un tel conseil d'arbitrage ni contre aucun de ses membres agissant en leur qualité officielle;

c) les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas aux conseils d'arbitrage visés par le présent article, ni à leurs membres agissant en leur qualité officielle."

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. Sections 24a to 24f, inclusively, of the said act, enacted by section 2 of the act 11 George VI, chapter 54, are repealed.

4. Section 15 of the act 13 George VI, chapter 26, amended by section 3 of the act 14-15 George VI, chapter 36, is replaced by the following:

"**15.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith,

a. the decisions of any council of arbitration entrusted with the hearing of a dispute between a municipal or school corporation and its employees shall be without appeal and cannot be revised by the courts;

b. no writ of *quo warranto*, of *mandamus*, of *certiorari*, of prohibition or injunction may be issued against such council of arbitration or against any of its members acting in their official capacity;

c. the provisions of article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the councils of arbitration contemplated in this section, or to members thereof acting in their official capacity."

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 23

Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1066a du Code de procédure civile, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est modifié en y ajoutant après le mot "municipal", dans la cinquième ligne, les mots ", les expropriations régies par la charte de la cité de Montréal et celles qui sont faites en vertu de lois de la province adoptées postérieurement au trente mai 1940 et prescrivant un mode différent de procédure en expropriation".

2. La version française de l'article 1066b dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, et modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 72, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, le mot "expropriateur" par le mot "expropriant".

3. L'article 1066d dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, et modifié par l'article 2 de la

1-2 ELIZABETH II, BILL 23

An Act to amend the Code of Civil Procedure respecting expropriation

[Assented to, the 10th of December, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 1066a of the Code of Civil Procedure, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is amended by adding thereto, after the word "Code" in the fifth line, the words ", the expropriations governed by the charter of the city of Montreal and those made in virtue of laws of the Province passed later than May thirtieth, 1940, and prescribing a different mode of expropriation procedure."

2. Article 1066b of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, and amended by section 1 of the act 14 George VI, chapter 72, is again amended by replacing, in the first and second lines of the French version, the word "expropriateur" by the word "expropriant".

3. Article 1066d of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, and amended by section

loi 14 George VI, chapitre 72, est remplacé par le suivant :

"**1066d.** L'avis est signifié comme un bref d'assignation. Si l'immeuble est affecté d'un usufruit, la signification peut être faite à l'usufruitier et s'il y a substitution, au grevé.

Si l'offre n'est pas acceptée, l'avis est, à l'expiration du délai, produit au greffe de la Cour supérieure du district où se trouve l'immeuble ou le droit réel à exproprier, en la manière prescrite pour le rapport d'un bref.

L'avis ainsi produit est introductif d'instance. Si l'exproprié ne comparait pas dans le délai de l'article 149, l'expropriant peut procéder par défaut.

Lorsqu'il est impossible à l'expropriant, au moyen des inscriptions au bureau d'enregistrement ou de quelque autre manière, d'identifier le propriétaire de l'immeuble ou du droit réel faisant l'objet de l'expropriation, la Cour supérieure ou l'un de ses juges peut, à la requête de l'expropriant, fixer un mode de signification de l'avis et d'assignation du propriétaire."

4. L'article 1066e dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est remplacé par le suivant :

"**1066e.** L'exproprié ne peut produire un plaidoyer à l'encontre de l'avis que pour contester le droit de l'expropriant au recours de l'expropriation; dans ce cas, la cause est instruite et jugée sur cette seule question et elle est soumise aux règles de procédure applicables en matières sommaires."

5. La version française de l'article 1066h dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, le mot "expropriateur" par le mot "expropriant".

6. L'article 1066k dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est remplacé par le suivant :

"**1066k.** Le jugement homologuant la sentence est un jugement final de la Cour supérieure. Il est susceptible d'appel à la Cour du banc de la reine, quant à l'exproprié, si l'indemnité accordée est inférieure d'au moins mille dollars au montant par lui réclamé et, quant à l'expropriant, si l'indemnité accordée est d'au moins mille dollars supérieure à son offre."

2 of the act 14 George VI, chapter 72, is replaced by the following :

"**1066d.** The notice is served as in the case of a writ of summons. If the immovable be charged with a usufruct, the service may be made upon the usufructuary and, if there be substitution, upon the institute.

If the offer be not accepted, the notice, after the expiration of the delay, shall be filed in the office of the Superior Court of the district in which the immovable or real right to be expropriated is situate in the manner provided for the return of a writ.

The notice so filed shall be introductory of suit. If the party being expropriated does not appear within the delay of article 149, the party seeking expropriation may proceed by default.

When it is impossible for the expropriating party, by means of the entries in the registry office or in any other manner, to identify the owner of the immovable or real right which is the object of expropriation, the Superior Court or a judge thereof may, upon the application of the expropriating party, prescribe a mode for serving the notice and summoning the owner."

4. Article 1066e of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is replaced by the following :

"**1066e.** No party being expropriated may file any plea against the notice save to contest the right of the expropriating party to have recourse to expropriation; in such case, the cause is tried and adjudged on that sole question and shall be subject to the rules of procedure applicable to summary matters."

5. Article 1066h of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is amended by replacing, in the last line of the second paragraph of the French version, the word "expropriateur" by the word "expropriant".

6. Article 1066k of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is replaced by the following :

"**1066k.** The judgment homologating the decision shall be a final judgment of the Superior Court. It shall be subject to appeal to the Court of Queen's Bench, as to the expropriated party, if the indemnity awarded is less by at least one thousand dollars than the amount claimed by him and, as to the expropriating party, if the indemnity awarded is greater by at least one thousand dollars than his offer."

7. L'article 1066l dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Lorsqu'à l'occasion d'une expropriation, une construction ou un terrain appartenant à l'exproprié acquiert une plus-value par suite d'ouvrages ou d'améliorations effectuées par l'expropriant, soit sur cette construction ou ce terrain, à la demande ou avec le consentement tacite ou exprès de l'exproprié, soit sur un terrain contigu ayant fait l'objet de l'expropriation, cette plus-value doit être évaluée et compensée, jusqu'à concurrence, avec l'indemnité d'expropriation."

8. La version française de l'article 1066m dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, et modifié par l'article 5 de la loi 14 George VI, chapitre 72, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "expropriateur" par le mot "expropriant".

9. La version française de l'article 1066n dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, et remplacé par l'article 6 de la loi 14 George VI, chapitre 72, est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, le mot "expropriateur" par le mot "expropriant".

10. L'article 1066o dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, et remplacé par l'article 7 de la loi 14 George VI, chapitre 72, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1066o. En tout temps après que le droit à l'expropriation est établi, par jugement ou par défaut de le contester dans le délai légal, et avant le jugement définitif, l'expropriant peut obtenir la possession de l'immeuble ou du droit réel dont il poursuit l'expropriation, par requête adressée à un juge de la Cour supérieure dans le district où l'instance a été introduite, appuyée d'un affidavit et d'un avis d'au moins trois jours à l'exproprié.

Au cas de résistance à la prise de possession, l'expropriant peut, après avoir fourni le cautionnement prévu par l'article 1066p, obtenir, sur *fiat*, un bref de possession exécutoire en la manière ordinaire, pour se faire mettre en possession de l'immeuble ou du droit réel exproprié.

Cette possession donne à l'expropriant la jouissance, à titre de propriétaire, de l'immeuble ou du droit réel faisant l'objet de l'expropriation, sous réserve de son obligation de payer l'indemnité et, le cas échéant, les dépens qui pourront être ultérieurement adjugés contre lui."

7. Article 1066l of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

"When, upon an expropriation, a construction or land belonging to the expropriated party acquires an increased value through works or improvements effected by the expropriating party, either on such construction or land, at the request or with the tacit or express consent of the expropriated party, or on adjacent land which was the object of the expropriation, such increased value, to the extent thereof, must be assessed and offset against the expropriation indemnity."

8. Article 1066m of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, and amended by section 5 of the act 14 George VI, chapter 72, is again amended by replacing, in the first line, of the French version, the word "expropriateur" by the word "expropriant".

9. Article 1066n of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, and replaced by section 6 of the act 14 George VI, chapter 72, is amended by replacing, in the second and third lines of the French version, the word "expropriateur" by the word "expropriant".

10. Article 1066o of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, and replaced by section 7 of the act 14 George VI, chapter 72, is again replaced by the following:

"1066o. At any time after the right to expropriate is established, by a judgment or by failure to contest it within the legal delay, and before the final judgment, the expropriating party may obtain possession of the immovable or of the real right the expropriation whereof he is prosecuting, on a petition addressed to a judge of the Superior Court of the district where the proceedings were instituted, accompanied by affidavit and a notice of at least three days to the expropriated party.

In case of resistance to the taking of possession, the expropriating party, after furnishing the security contemplated by article 1066p, may obtain, upon *fiat*, a writ of possession executory in the ordinary manner, to be put in possession of the expropriated immovable or real right.

Such possession shall give to the expropriating party the enjoyment, as owner, of the immovable or real right which is the object of expropriation, subject to his obligation to pay the indemnity and any costs which may subsequently be adjudged against him."

11. La version française de l'article 1066*p* dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "expropriateur" par le mot "expropriant".

12. La version française de l'article 1066*q* dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa et dans la première ligne du troisième alinéa, le mot "expropriateur" par le mot "expropriant".

13. La version française de l'article 1066*r* dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, le mot "expropriateur" par le mot "expropriant".

14. L'article 1150 dudit code est modifié en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"17. Les instances en expropriation."

15. Les dispositions édictées par l'article 7 sont déclaratoires et interprétatives, mais elles ne s'appliquent pas aux instances d'expropriation décidées en dernier ressort.

16. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11. Article 1066*p* of the said Code enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is amended by replacing, in the first line of the first paragraph of the French version, the word "expropriateur" by the word "expropriant".

12. Article 1066*q* of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is amended by replacing, in the first line of the first paragraph and in the first line of the third paragraph of the French version, the word "expropriateur" by the word "expropriant".

13. Article 1066*r* of the said Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is amended by replacing, in the second and third lines of the first paragraph of the French version, the word "expropriateur" by the word "expropriant".

14. Article 1150 of the said Code is amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

"17. Expropriation proceedings."

15. The provisions enacted by section 7 are declaratory and interpretative but they shall not apply to expropriation proceedings decided in last resort.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 24

Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 12 de la Loi des convictions sommaires de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 29) est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 4, le suivant:

"5. Lorsqu'en vertu d'une loi ou d'un règlement adopté sous son empire, un contrevenant est passible de peines distinctes selon qu'il s'agit d'une première infraction ou d'une infraction subséquente, on peut alléguer, dans une plainte ou une dénonciation, et prouver toute conviction antérieure pour infraction à la même disposition de cette loi ou de ce règlement."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1-2 ELIZABETH II, BILL 24

An Act to amend the Quebec Summary Convictions Act

[Assented to, the 10th of December, 1952]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 12 of the Quebec Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1941, chapter 29) is amended by adding thereto, after subsection 4, the following:

"5. When under a law, or a by-law made under its authority, an offender is liable to different penalties depending whether the offence is a first or a subsequent one, any previous conviction for an infringement of the same provision of such law or by-law may be alleged in a complaint or information, and proved."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Index de la Gazette officielle de Québec, Supplément N° 51A

Index of the Quebec Official Gazette, Supplément No. 51A

BILL	TITRE	TITLE	PAGE
2	Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.	An Act to authorize new credits for farm loan purposes.	1
3	Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec	An Act to amend the Quebec Farm Credit Act	2
4	Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.	An Act to amend the Act to improve housing conditions.	3
5	Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.	An Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners.	4
6	Loi modifiant la Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.	An Act to amend the Act to grant to municipalities special powers to remedy the housing shortage.	10
9	Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles.	An Act to amend the Motor Vehicles Act.	11
10	Loi concernant les recorders et les Cours du recorder.	An Act respecting recorders and Recorder's Courts.	15
11	Loi concernant le Bureau de censure du cinéma et la surveillance des spectacles télévisés.	An Act respecting the Board of Cinema Censors and the supervision of televised shows.	16
13	Loi abrogeant la Loi des prisons de réforme pour les jeunes délinquants.	An Act to repeal the Reformatory Prison Act.	18
15	Loi modifiant la Loi de la nomination des constables.	An Act to amend the Constable's Appointment Act.	18
19	Loi modifiant la Loi protégeant l'industrie laitière dans la province. .	An Act to amend the Act to protect the dairy industry in the Province. .	21
21	Loi concernant les coopératives d'électricité.	An Act respecting electricity cooperatives.	21
22	Loi pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs.	An Act to eliminate delays in the settlement of disputes between employees and employers.	22
23	Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'expropriation.	An Act to amend the Code of Civil Procedure respecting expropriation. .	23
24	Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec.	An Act to amend the Quebec Summary Convictions Act.	26

